

MARCHE DU TELEPHONE PORTABLE EN ALGERIE

Un seul mobile, l'argent

Le marché de la téléphonie mobile en Algérie a connu un essor considérable ces dernières années. S'ils ne sont que trois opérateurs, un public (Mobilis) et deux privés (Djezzy et Nedjma) à proposer des prestations de service dans ce secteur, ils sont par contre de plus en plus nombreux entre grossistes, importateurs et vendeurs au détail d'appareils portables à verser dans cette activité devenue très rentable pour un potentiel de plus de 20 millions d'abonnés. Un marché qui brasse des millions de dollars annuellement.

Belfort ou l'illusion des bas prix

En ce dimanche matin de janvier, la rue Cheikh-Bouamama 1871 dans le quartier de Belfort grouille de chalandes. Ce sont pour la plupart des vendeurs au détail ou des grossistes qui viennent d'Oran, de Tlemcen, de Bordj-Bou Arréridj, de Chlef et d'autres wilayas du pays pour s'approvisionner en appareils et autres accessoires de téléphonie mobile. "Le marché de Belfort a vu le jour après qu'un importateur eut pensé à créer un endroit dédié au commerce du portable à l'instar du marché de

Hamiz pour l'électroménager ou celui du 5-Juillet pour l'habillement féminin", nous dira un jeune rencontré sur place. Même si le nombre de boutiques ne dépasse pas la cinquantaine, la rue Cheikh-Bouamama 1871 est devenue par la force des choses la plaque tournante du commerce du portable en Algérie. Dans ce véritable carrefour, commerçants "légaux" et "illégaux" se côtoient. L'approvisionnement est assuré par des importateurs en majorité des Algérois loin devant les Sétifiens. A priori, tout le monde trouve son compte. A priori seulement car en fait ce sont surtout les grossistes achetant en grandes quantités qui font de bonnes affaires et ce sont eux qui profitent des remises. "Pour la vente au détail, les tarifs sont pratiquement les mêmes que ceux appliqués dans les boutiques du centre-ville", nous avoue un acheteur. Chose que nous confirmons sans difficulté en comparant les prix de certains produits. Jugez-en de vous-même, un kit mains libres pour un portable Nokia 6230 est cédé à 350 DA à Belfort. Nous avons trouvé le même accessoire pour 300 DA dans une boutique du centre de la

capitale. Comme pour toute activité commerciale, les fluctuations des prix sont directement influencées par les spéculations des intermédiaires qui interviennent entre les importateurs et les acheteurs. Et le commerce du téléphone portable ne déroge pas à la règle. A Belfort, ces intermédiaires à l'esprit mercantile bien aiguë déterminent indirectement la marge bénéficiaire sur chaque produit. "Le marchandisage est en règle générale importée de Chine via Dubaï. Les importateurs on ne les voit presque jamais. Nous traitons surtout avec les intermédiaires", nous confie un vendeur sous le couvert de l'anonymat avant de préciser que "les grossistes qui entretiennent de bons rapports commerciaux s'entend avec les intermédiaires sont les mieux servis en qualité et en quantité". Pour un même produit, les prix sont différents selon qu'il soit fabriqué dans le pays d'origine de la marque ou en usine délocalisée dans un autre pays en Chine ou en Europe de l'Est. "Un Nokia 1100 fabriqué en Finlande est beaucoup plus cher que le même produit en Chine", poursuit notre interlocuteur avant de préciser que

"les portables proposés à la vente au marché de Belfort peuvent également provenir de la contrebande". En effet, le commerce "du cabas" des téléphones portables avec tous les risques encourus de saisie et de sanction pénale n'a pas dissuadé les trabandistes à tenter d'en introduire illégalement. Parfois, même les gros importateurs ne manquent pas d'ingéniosité pour contourner la réglementation régissant l'importation de ce type d'articles. Ce sont surtout des appareils haut de gamme ramenés de France ou de Grande-Bretagne et destinés à une clientèle aisée qui transitent par les ports et aéroports algériens dissimulés dans des cabas sans passer par les services du fret. Le dédouanement des téléphones portables de dernière génération ne se fait que sur présentation d'une homologation délivrée en bonne et due forme par le ministère de la Poste et des TIC. Vu la lenteur dans la délivrance du fameux sésame, 60 jours en moyenne, les "importateurs" préfèrent éviter de passer par la voie réglementaire en introduisant frauduleusement leurs marchandises dans des cabas. Pour gagner du temps mais aussi pour éviter tout vol au niveau de la zone du fret, des importateurs indécents vont même jusqu'à falsifier ce document. Si certains arrivent à libérer leur marchandise grâce à la complicité des agents de certains services de contrôle aux frontières (police, douanes notamment), d'autres ne réussissent pas leur coup et sont pris dans les mailles du filet. Ainsi, plusieurs tentatives ont été déjouées ces derniers mois au niveau de l'aéroport Houari-

Boumediene grâce à la vigilance des agents des douanes où d'importantes quantités de portables ont été saisies.

Des saisies douanières en milliards

Dans ce contexte, il est à noter qu'un rapport de la direction du contentieux de la direction générale des douanes fait état de la saisie de 7 682 téléphones portables introduits frauduleusement durant l'année 2006 dont 4 637 à Tlemcen (13,68 millions de dinars), 1 507 à Oran (3,15 millions de dinars), 225 à Alger extérieur (aéroport) (1,13 million de dinars) et 779 à Alger-Port (2,95 millions de dinars). La valeur marchande de ces saisies effectuées au niveau des différentes directions régionales des douanes s'élève à plus de 22,8 millions de dinars. A cela s'ajoutent les saisies des accessoires de portables qui se chiffrent à plus de 47,9 millions de centimes. Soit un total de plus de 2,32 milliards de centimes. En 2005, selon le même rapport, 10 255 téléphones mobiles ont été saisis par les Douanes algériennes dont 7 018 à Tlemcen et 1 542 à Oran pour une valeur estimée à près de 36 millions de dinars.

Ces statistiques démontrent une légère baisse du volume des saisies. Cependant, le marché reste tout de même inondé de marchandises importées frauduleusement.

Commerce parallèle

La réputation qu'a acquise le marché de Belfort dans le créneau du téléphone portable a fait fleurir dans son sillage un nouveau commerce, celui de la

réparation. Profitant de la crédulité des clients, ces prétendus réparateurs ne font que ramasser un grand nombre d'appareils défectueux déposés par les propriétaires pour les envoyer en réparation dans des ateliers spécialisés. Cela peut prendre plusieurs jours et le client croyant que son appareil est réparé dans l'arrière-boutique est obligé d'attendre plusieurs jours avant de le récupérer réparé ou pas. Dans cette cacophonie générale, les recycleurs trouvent également leur compte dans ce bazar, un lieu idéal pour écouler leur marchandise volée au vu et au su de tout le monde. Debout ou adossés aux murs, ces derniers proposent leur larcin à des prix défiant toute concurrence. Mais les acquéreurs sont de plus en plus rares. Les mesures prises par le procureur général d'Alger de punir les détenteurs de téléphones portables volés ont dissuadé plus d'un. A la rue Cheikh-Bouamama, c'est une anarchie quotidienne qui y règne. La rue ne désespère pas même à des heures tardives de la journée à tel point que les riverains ont signé une pétition pour protester contre les désagréments causés par ce marché. Stationnement anarchique, agressions, bagarres et autres vols sont devenus le lot quotidien des habitants du quartier principal et des rues adjacentes. Saisies, les autorités locales n'ont toujours pas sévi pour mettre de l'ordre. La nuit, la rue se transforme en une véritable décharge publique ou des amas de cartons et de papiers d'emballage laissés par les commerçants jonchent la chaussée.

Lotfi Mérad

POUR REDUIRE LEUR FACTURE D'IMPORTATION

L'Algérie se tourne vers les marchés chinois et hongrois

L'Algérie a importé pour plus de 161,5 millions de dollars en téléphones cellulaires portables durant les onze premiers mois de l'année 2006. Selon les dernières statistiques du Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis) des Douanes algériennes, en nombre d'unités cela représente près de 2,4 millions d'appareils. Un montant qui traduit la forte croissance du marché algérien du mobile ces dernières années, même si en comparaison avec l'année 2005, la facture des importations est en légère baisse. Puisque en 2005, elle a dépassé les 252,3 millions de dollars pour pas moins de 2,6 millions d'unités. La Hongrie et la Chine, ces deux pays profitent de la politique de délocalisation des usines par les multinationales à l'image du finlandais Nokia, constituent les deux principaux fournisseurs de l'Algérie avec environ 50% de parts de marché. La Corée du Sud, pays d'origine de marques leaders dans le secteur telles que Samsung et LG occupe la troisième place. En détail, le marché algérien est approvisionné à hauteur de 65,7 millions de dollars par la Hongrie. Cela s'explique par le fait que ce pays abrite l'une des plus importantes usines de fabrication de portables de la firme Nokia. Elle est suivie en deuxième position par la Chine avec un volume de 52,8 millions de dollars et la Corée du Sud avec plus de 19,5 millions de dollars. Pour l'année 2005, c'est la Chine qui occupait la première place avec plus

de 64,1 millions de dollars d'importation, suivie par la Hongrie et la Corée du Sud avec respectivement 56 millions et 38,9 millions de dollars. A la lumière des statistiques des importations par pays, on relèvera que le volume des importations depuis l'Allemagne, la Finlande et la France a connu une baisse vertigineuse en 2006 en comparaison avec l'année 2005. Nos importations depuis l'Allemagne sont en effet passées de 38,4 millions de dollars en 2005 à seulement 4,2 millions de dollars pour les onze premiers mois de l'année 2006. Il en va de même pour la Finlande qui vendait à l'Algérie pour plus de 23,2 millions de dollars en téléphone portable en 2005 contre un peu plus de 2,5 millions de dollars en 2006 ainsi que la France dont les exportations vers l'Algérie de portables en sont passées à 2,1 millions de dollars en 2006 alors qu'elles étaient de plus de 10,9 millions de dollars en 2005. Il est à noter que l'Algérie importe également à moindre mesure de Singapour, du Canada, de Corée du Nord et des Pays-Bas. Ainsi, les importateurs algériens de téléphones portables se sont tournés depuis 2006 vers les pays abritant des usines de délocalisation, particulièrement la Chine pour s'approvisionner en produits de marque à des prix beaucoup plus bas. Une tendance qui explique la baisse des prix des téléphones portables sur le marché local.

L. M.

VENTE DE MATERIEL DE TELEPHONIE ET DE TELECOMMUNICATION

14 172 immatriculations au registre du commerce

Jusqu'au 15 décembre 2006, les services du Centre national du registre du commerce (CNRC) ont recensé 13 308 détaillants et 864 grossistes exerçant dans le secteur du matériel de téléphonie et de télécommunication. Pour la seule année 2006 et jusqu'au 15 décembre dernier, 178 nouvelles immatriculations au registre du commerce ont été enregistrées pour le commerce de gros (identifié sous le numéro de code 305010) de tous

matériels et produits liés au domaine de la télécommunication, radio communication et la téléphonie leurs accessoires et pièces détachées. Et 4 113 immatriculations pour le même commerce au détail (identifiés sous le code 507210). La répartition par wilaya fait ressortir Alger en première position en nombre de commerçants au détail de matériel de téléphonie et de télécommunication avec un total de 1 789 commerçants. Elle est suivie de

loin par Tlemcen avec 753 commerçants et Sidi-Bel-Abbès avec 595 détaillants. S'agissant du commerce de gros, on retrouve en tête des wilayas, Alger avec 333 commerçants suivie de Constantine avec 48 grossistes. Au total, entre détaillants et grossistes se sont 14 172 commerçants entre personnes morales et physiques, à exercer un commerce lié à la téléphonie mobile et la télécommunication.

L. M.

SOUPÇONNES D'ETRE "DES EXTREMISTES ISLAMISTES"

Arrestation en Italie de deux Algériens expulsés de Bosnie

Deux Algériens en provenance de Bosnie et soupçonnés d'être des « extrémistes islamistes » ont été arrêtés vendredi à Parme, dans le nord de l'Italie, a indiqué l'Agence de presse Ansa. Il s'agit de Noureddine Gaci, 42 ans, et Omar Fendi, 41 ans. Récemment expulsés de Bosnie, ils se sont réfugiés en Italie où ils ont été arrêtés en possession de fausses cartes d'identité et permis de séjour italiens. Les soupçonnés d'être des "extrémistes islamistes" faisant partie des milices musulmanes bosniaques, les services italiens les ont appréhendés. Ces services ont mené plusieurs perquisitions aux domiciles où avaient rési-

dé les deux hommes et ont saisi du matériel informatique et des documents. A noter que les autorités de Sarajevo ont décidé début janvier de retirer la nationalité bosniaque à 330 personnes, pour la plupart d'anciens moudjahidines originaires d'Afrique et d'Asie, naturalisés pendant et après la guerre de Bosnie (1992-1995). En effet, pendant la guerre, des centaines de combattants se sont rendus en Bosnie pour lutter contre les Serbes et les Croates aux côtés des forces musulmanes. Cependant, au terme de l'accord de paix signé en 1995 à Dayton (Etats-Unis), ces combattants devaient tous quitter la Bosnie. Quelques-uns

ont obtenu la nationalité bosniaque soit en raison de leurs mérites militaires soit en épousant des femmes bosniaques. Pour rappel, le 2 octobre 2006, une opération dénommée « Touareg », ayant débuté à l'aube, a été effectuée en coopération avec la police suisse par les services italiens. Trois ressortissants algériens soupçonnés d'appartenir au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) ont été arrêtés en Italie et en Suisse. Ce coup de filet a eu lieu dans la région de Milan, où la plupart des enquêtes antiterroristes ont été menées en Italie. Les trois personnes, dont l'identité n'a pas été communiquée, sont soupçonnées d'avoir soutenu les

"activités de groupes radicaux" en Algérie. Des liens ont pu être établis entre les suspects arrêtés et "deux attaques terroristes en 2005 aux alentours d'Alger, qui ont causé la mort à 13 militaires et 5 gardes communaux", avait encore indiqué la police milanaise. Les trois Algériens sont accusés "d'association de malfaiteurs dans un but de terrorisme international" par le parquet de Milan, qui conduit l'enquête depuis décembre 2003 et a délivré trois autres mandats d'arrêt pour le même chef d'accusation. Selon l'agence de presse italienne, le groupe de terroristes a été démantelé par la garde de finances à Milan. Les suspects sont accusés

d'avoir fourni « un soutien financier et logistique à des terroristes islamistes en Algérie ». « Souffle ou vent de la destruction : ni pitié ni négociation. » Tel serait le slogan de cette présumée cellule fondamentaliste. Auparavant, cinq autres Algériens ont été, également, arrêtés sous l'inculpation de "terrorisme international" introduite en Italie après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. Quatre d'entre eux étaient membres du GSPC et ont été appréhendés sur ordre du parquet de Venise alors qu'ils s'approprièrent à rejoindre l'Algérie et l'Irak pour y mener des opérations.

M. O et agences